

La coalition socialiste de Milo Djukanovic remporte les élections législatives au Monténégro

de Corinne Deloy

Resultats

Sans surprise, la coalition « Pour un Monténégro européen » formée par l'Union démocratique des socialistes (DPS) du Premier ministre sortant Igor Luksic dirigée par l'ancien chef du gouvernement (2003-2010) Milo Djukanovic, et le Parti social-démocrate (SDP) de Ranko Krivokapic – deux partis alliés au pouvoir depuis 1998 –, a remporté les élections législatives anticipées (de 6 mois) qui ont eu lieu le 14 octobre au Monténégro. Elle a recueilli 45,6% des suffrages et remporté 39 sièges au Skupstina, chambre unique du Parlement. Pour la première fois depuis 11 ans, la coalition n'obtient toutefois pas la majorité absolue. Ceci tient, en partie, aux récentes modifications de la loi électorale autorisant désormais les partis représentant les minorités nationales à se présenter seuls aux suffrages des électeurs. « *Le recul de l'Union démocratique des socialistes est évident. Les électeurs ne sont plus prêts à accepter les mêmes messages et à soutenir la coalition au pouvoir. A partir de maintenant, l'opposition a une chance* » a déclaré Zlatko Vujovic, directeur du Center for Monitoring (CEMI), expliquant également l'absence de majorité absolue.

Le Nouveau Front démocratique conduit par l'ancien ministre des Affaires étrangères, Miodrag Lekic, et rassemblant la Nouvelle démocratie serbe (NSD) d'Andrija Mandic, le Mouvement pour les changements (GZP), dirigé par Nebojsa Medojevic, et le Parti des retraités, des invalides et de la justice sociale, a obtenu 23,7% des voix et 20 sièges. Le Parti populaire socialiste (SNP), dirigé par Srdjan Milic, a recueilli 10,5% des suffrages et 9 députés. Monténégro positif (PCG), nouveau parti de centre gauche fondé en mai dernier par Darko Pajovic, a obtenu 8% des voix et 7 élus. L'ensemble des partis représentant les minorités du pays ont remporté 6 sièges. Cette année, celles-ci étaient autorisées à présenter des listes de candidats spécifiques, une mesure autrefois réservée à la seule communauté albanaise. Le Parti bosniaque (BS) a recueilli 4,5% des voix et

3 sièges, et le parti albanaise Forca per Bashkim, 1,4% des suffrages. Enfin, la Coalition albanaise (1,1%) et l'Initiative démocratique croate (HGI) remportent chacune un siège.

La participation s'est élevée à 69,60%, soit 3,41 points au-dessus de celle enregistrée lors des précédentes élections législatives du 29 mars 2009.

Le scrutin du 14 octobre était consécutif à la dissolution du Parlement votée le 26 juillet dernier. Le gouvernement en place avait mis en avant son désir que le pays puisse avancer dans le processus d'adhésion à l'Union européenne pour demander un nouveau mandat plein de 4 ans. Le Monténégro est devenu candidat officiel depuis le 17 décembre 2010, deux ans après avoir déposé sa demande. Les négociations d'adhésion de Podgorica avec les Vingt-sept se sont ouvertes le 29 juin dernier.

Résultats des élections législatives du 14 octobre 2012 au Monténégro

Participation : 69,6%

Partis politiques	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges
Monténégro européen (Union démocratique des socialistes, DPS, Parti social-démocrate, SPD)	45,6	39
Nouveau Front démocratique (Nouvelle démocratie serbe, NSD, Mouvement pour les changements, GZP, Parti des retraités, des invalides et de la justice sociale)	23,7	20
Parti populaire socialiste (SNP)	10,5	9
Monténégro positif (PCG)	8,9	7
Parti bosniaque (BS)	4,5	3
Forca per Bashkim	1,4	1
Coalition albanaise	1,1	1
Initiative démocratique croate	1	1

Source : Agence France Presse

« C'est une grande victoire. La coalition au pouvoir au Monténégro est l'une des rares en Europe qui ait conservé la confiance des électeurs en ces temps si difficiles de crise » a déclaré Milo Djukanovic à l'annonce des résultats. Il avait exprimé, avant le scrutin, son souhait de voir les Monténégrins se prononcer « en faveur du maintien de la stabilité du Monténégro, de la relance économique et de la poursuite de la route vers l'intégration européenne et dans l'OTAN ». La coalition qu'il conduisait, Pour un Monténégro européen, avait d'ailleurs choisi Naprijed Crna Goro (En avant, le Monténégro !) comme slogan de campagne. « Les enjeux sont de taille. Six ans après l'indépendance, notre Etat est encore fragile et nous devons le renforcer » avait-il ajouté.

Agé de 50 ans, Milo Djukanovic devient président du gouvernement monténégrin avec l'assentiment du président serbe de l'époque, Slobodan Milosevic (Parti socialiste de Serbie, SPS) en 1991. Il conserve cette fonction jusqu'en 1998, année où il est élu président de la République, un poste qu'il occupe jusqu'en 2006. Jusqu'en 1996-1997, les deux hommes par-

tagent les mêmes positions avant que Milo Djukanovic ne prenne ses distances avec le leader serbe. A cette même époque, il commence à revendiquer l'indépendance pour le Monténégro. Il voit son rêve se réaliser le 21 mai 2006, jour où les Monténégrins disent « oui » à 55,4% à la rupture avec la Serbie. Il quitte alors la tête du gouvernement en novembre à l'issue des premières élections législatives du Monténégro indépendant, pourtant remportées par l'Union démocratique des socialistes. En 2008, il retrouve la tête du gouvernement après la démission pour raisons de santé de Zeljko Sturanovic (DPS). Il démissionne le 21 décembre 2010, quelques jours après l'obtention par le Monténégro du statut de candidat à l'adhésion à l'Union européenne.

Selon toute vraisemblance, Milo Djukanovic devrait retrouver la tête du gouvernement à l'issue des élections du 14 octobre. « Dès demain, nous commencerons à constituer un gouvernement qui mènera le Monténégro sur la voie de l'intégration européenne » a-t-il déclaré, sans préciser cependant s'il reprendrait le poste de Premier ministre.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.